



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SPECIAL N ° 19 - JANVIER 2014

SOMMAIRE

Préfecture

Secrétariat Général

Arrêté N °2014028-0006 - Arrêté donnant délégation de signature à M. Pierre- Jean FAGET, Directeur des Actions et Moyens de l'Etat	1
Arrêté N °2014028-0007 - Arrêté portant abrogation de l'arrêté N °2013- DM-11 du 23 décembre 2013 donnant délégation de signature à M. Bertrand GILLIOT, Chef du Bureau du Budget, en qualité de responsable du centre de services partagés Chorus du Gard	6



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

Arrêté n °2014028-0006

**signé par
Mr le Préfet du Gard**

le 28 Janvier 2014

**Préfecture
Secrétariat Général
Direction des actions et moyens de l'Etat (DAME)**

Arrêté donnant délégation de signature à M.
Pierre- Jean FAGET, Directeur des Actions et
Moyens de l'Etat



PRÉFET DU GARD

Préfecture

Direction des Actions et
Moyens de l'État

Bureau de la Coordination et
du Contentieux Général
Réf. : DAME-B2CG

Nîmes, le 28 janvier 2014

A R R E T E n° 2014 – DM- 66

**donnant délégation de signature à M. Pierre-Jean FAGET,
Directeur des Actions et Moyens de l'Etat**

**Le Préfet du Gard,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur de l'Outre-mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration du 28 décembre 2011 portant réintégration de **M. Pierre-Jean FAGET**, conseiller d'administration de l'Intérieur de l'Outre-mer, mutation, nomination et détachement dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'Intérieur et de l'Outre-mer ;

Vu la note de service du Préfet du Gard du 11 janvier 2012 affectant **M. Pierre-Jean FAGET** en qualité de Directeur des Actions et Moyens de l'Etat à la Préfecture du Gard ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 établissant l'organigramme de la Préfecture du Gard à compter du 1^{er} janvier 2014,

Vu le décret du 4 décembre 2013 nommant **M. Didier MARTIN**, Préfet du Gard ;

Vu l'arrêté n°2013-DM-12 du 23 décembre 2013 donnant délégation de signature à **M. Pierre-Jean FAGET**, Directeur des Actions et Moyens de l'Etat ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gard ;

Arrête :

Article 1 : Délégation de signature est donnée à **M. Pierre-Jean FAGET**, Directeur des Actions et Moyens de l'Etat, à l'effet de signer toutes les décisions relevant des attributions de son service, à l'exception des :

- circulaires aux Maires ;
- toutes correspondances adressées aux Cabinets ministériels ;
- toutes correspondances adressées aux Présidents des Assemblées Régionales et Départementales, ainsi que les réponses aux interventions des Parlementaires, des Conseillers Généraux et Régionaux ;
- les actes de saisine du Tribunal Administratif et de la Chambre Régionale des Comptes ainsi que les mémoires en réponse.

Article 2 : En matière financière, délégation de signature est donnée à **M. Pierre-Jean FAGET**, Directeur des Actions et des Moyens de l'Etat, pour procéder :

1) aux expressions des besoins, aux demandes d'achat et aux constatations du service fait, dans la limite des budgets notifiés aux centres de coûts relevant de la compétence de sa direction, y compris celui de la sous-préfecture du Vigan pour les programmes suivants :

- Programme 307 : administration territoriale (Ministère de l'Intérieur),
- Programme 216 : conduite et pilotage des politiques de l'intérieur,
- Programme 309 : Entretien des bâtiments de l'Etat,
- Programme 333 : Moyens mutualisés des administrations déconcentrées,
- Programme 176 : Police Nationale.

2) pour signer les titres de perception.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à **M. Pierre-Jean FAGET**, Directeur des Actions et des Moyens de l'Etat, à l'effet de signer les marchés de l'Etat et tous les actes dévolus à la personne responsable des marchés par le code des marchés publics en ce qui concerne les affaires relevant de sa compétence.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Pierre-Jean FAGET**,

- **M. Pierre AMBID**, attaché principal, Chef du Bureau des Ressources Humaines, et, en son absence ou en cas d'empêchement, **Mme Françoise JALLAIS**, attachée, son adjointe,

- **M. Hugues BUIRON**, attaché principal, Chef du Service Départemental d'Action Sociale et par interim Chef du Bureau des Budgets,

- **Mme Bérengère SOULAGES-PIONCHON**, attachée principale, Chef du Bureau de la Coordination et du Contentieux Général,

- **Mme Corinne BOURQUIN**, attachée, chef du Bureau de la Logistique,

reçoivent délégation pour signer, dans la limite des attributions relevant de leur bureau respectif, tous documents hors les exceptions visées à l'article 1^{er}.

En matière financière, en cas d'absence ou d'empêchement de **M. Pierre-Jean FAGET**,

- **M. Pierre AMBID**, et, en son absence ou en cas d'empêchement, **Mme Françoise JALLAIS**, reçoivent délégation pour signer :

- 1) Programme 307 hors titre II : les expressions de besoins n'excédant pas **2000 €**, dans la limite du budget annuel alloué à leur centre de coûts,
- 2) les constatations de service fait,
- 3) Programme 307 Titre II : l'ensemble des pièces justificatives relatives aux mouvements de paye des agents de la Préfecture

- **M. Hugues BUIRON** reçoit délégation pour signer :

- 1) Programme 307 hors titre 2 : les expressions de besoins n'excédant pas **2 000 €** et les constatations du service fait, dans la limite de ses attributions et du montant qui lui est alloué au sein du centre de coûts « Bureau ressources humaines »,
- 2) Programme 176 : les bons de commandes n'excédant pas **2 000 €** et les certifications de service fait dans la limite des budgets qui lui sont alloués.
- 3) Programme 216 : les expressions de besoins n'excédant pas **2 000 €** et les constatations du service fait, dans la limite des attributions de son bureau et du montant qui lui est alloué.
- 4) Les titres de perceptions.

- **Mme Corinne BOURQUIN**, et en cas d'absence ou d'empêchement, **M. Hervé REMILLEUX**, secrétaire administratif de classe normale, reçoivent délégation pour signer :

- 1) Programme 307 hors titre II, 309 et 333 ; les expressions de besoins n'excédant pas **2 000 €** dans la limite des attributions du bureau de la logistique et du budget annuel qui est alloué à son centre de coût,
- 2) Les constatations de service fait,

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Hugues BUIRON**, la délégation qui lui est donnée à l'article 4 est exercée par **Mme Sandrine TUQUET**, secrétaire administrative, pour signer les titres de perception et toutes correspondances courantes relevant des attributions du Bureau des Budgets.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Hugues BUIRON**, la délégation qui lui est donnée à l'article 4 pourra être exercée par **Mme Marylène GRANIOU**, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, pour signer les correspondances diverses entrant dans la compétence du Service Départemental d'Action Sociale et ne comportant ni décision, ni instruction générale.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Pierre-Jean FAGET** et de l'un des Chefs de Bureau de la Direction des Actions et Moyens de l'Etat, les autres Chefs de Bureau présents auront délégation pour signer en lieu et place du Directeur et dudit Chef de Bureau, dans la limite de **2 000 €** pour ce qui concerne les expressions de besoins.

Article 8 : L'arrêté n°2013-DM-12 du 23 décembre 2013 donnant délégation de signature à **M. Pierre-Jean FAGET**, Directeur des Actions et Moyens de l'Etat est abrogé.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet,

signé : Didier MARTIN



PREFECTURE REGION LANGUEDOC- ROUSSILLON

Arrêté n °2014028-0007

**signé par
Mr le Préfet du Gard**

le 28 Janvier 2014

**Préfecture
Secrétariat Général
Direction des actions et moyens de l'Etat (DAME)**

Arrêté portant abrogation de l'arrêté N °2013-DM-11 du 23 décembre 2013 donnant délégation de signature à M. Bertrand GILLIOT, Chef du Bureau du Budget, en qualité de responsable du centre de services partagés Chorus du Gard

Préfecture

Direction des Actions et
Moyens de l'État

Bureau de la Coordination et
du Contentieux Général
Réf. : DAME-B2CG

Nîmes, le 28 janvier 2014

ARRETE n° 2014- DM- 68

**portant abrogation de l'arrêté n° 2013-DM- 11 du 23 décembre 2013 donnant délégation de signature à M. Bertrand GILLIOT
Chef du Bureau du Budget, en qualité de responsable du centre de services partagés Chorus du Gard**

**Le Préfet du Gard,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des Préfets et des Hauts Commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n° 64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux Préfets et le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu la délégation de gestion établie le 11 février 2010 entre le Préfet de Lozère et le Préfet du Gard ;

Vu la délégation de gestion établie le 7 juillet 2011 entre le directeur de la DDCS du Gard et le chef du centre de services partagés de la Préfecture du Gard ;

Vu les arrêtés préfectoraux en date du 23 décembre 2013 donnant délégation de signature à **Mme Julie BOUAZIZ**, Directrice de Cabinet du Préfet du Gard (n° 2013-DM - 3), à **M. Christophe MARX**, Sous-préfet d'Alès (n° 2013-DM -4), à **M. Gilles BERNARD**, Sous-préfet du Vigan (n° 2013-DM-6), à **M. Pierre - Jean FAGET**, Directeur des Actions et Moyens de l'Etat (2013-DM- 12), à **Mme Françoise GUYOT**, Directrice de la Réglementation et des Libertés Publiques (2013-DM - 17) à **M. Patrick BRUNET**, Chef du Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (n° 2013 -DM-8) ;

Vu le décret du 4 décembre 2013 nommant **M. Didier MARTIN**, Préfet du Gard ;

Vu l'arrêté n° 2013-DM-11 du 23 décembre 2013 donnant délégation de signature à **M. Bertrand GILLIOT** Chef du Bureau du Budget, en qualité de responsable du centre de services partagés Chorus du Gard ;

Considérant la régionalisation de la plate forme Chorus à Montpellier,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gard ;

Arrête :

Article 1 : L'arrêté n° 2013-DM-11 du 23 décembre 2013 donnant délégation de signature à M. Bertrand GILLIOT, Chef du Bureau du Budget, en qualité de responsable du centre de services partagés Chorus du Gard est abrogé.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,

signé : Didier MARTIN